

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20230608-lmc1203072-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 13 juin 2023  
Date d'affichage : 13/06/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 8 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 8 juin 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
61	16	4

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 23/06/118**

**PARC PRIVÉ - ANNULE ET  
REPLACE LA  
DELIBERATION N°22/06/152  
DU 28 JUIN 2022 SERVICE  
D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA RENOVATION  
ENERGETIQUE - AVENANT  
N°1 MODIFIE -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Amandine LAYEC ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL.

**ABSENTS :**

Mme Basma BOUCHKARA, Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN, Mme Valérie RIALLAND.

## **Séance Publique du 8 juin 2023**

**N° D' O R D R E : 23/06/118**

**O B J E T : PARC PRIVÉ - ANNULE ET REMPLACE LA  
DELIBERATION N°22/06/152 DU 28 JUIN 2022 SERVICE  
D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA RENOVATION  
ENERGETIQUE - AVENANT N°1 MODIFIE -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, précisant la définition du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) et posant les bases de son évolution vers un service public de la rénovation de l'habitat France Rénov' porté au niveau national par une agence unique, l'Anah,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°03/02/05/05 du Conseil Communautaire en date du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence équilibre social de l'habitat,

**VU** la délibération n° 20/12/298 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 permettant le déploiement du Service d'Accompagnement de la Rénovation Energétique sur le territoire métropolitain,

**VU** la convention régionale de mise en œuvre du Programme SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Energétique » en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 7 juillet 2021 pour la période 2021/2023,

**VU** le Comité de pilotage national du programme SARE du 23 novembre 2021 entérinant des modifications importantes sur le programme SARE notamment sur les volets de la communication, des mesures surchauffes, du financement, des engagements des parties et des systèmes d'informations,

**VU** la délibération n°22/06/152 du Conseil Métropolitain en date du 28 juin 2022 portant sur l'avenant n°1 du SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Energétique » en région Provence-Alpes-Côte d'Azur visant à décliner ces modifications nationales à l'échelle territoriale,

**VU** l'avenant n°1 annexé à cette convention régionale de mise en œuvre du Programme SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Energétique » en région Provence-Alpes-Côte d'Azur visant à décliner ces modifications nationales à l'échelle territoriale et modifié par l'ajout de l'article 17 mentionnant la possibilité de signer ce document électroniquement,

**VU** le plan de financement triennal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée annexé à l'avenant n°1 présentant un montant de dépenses estimatif de 2 424 593 €,

**VU** l'avis favorable de la commission « équilibre social de l'habitat » en date du 5 mai 2022,

**CONSIDERANT** que depuis sa création, la Communauté d'Agglomération devenue Métropole accompagne l'essor économique, culturel et social par la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable et de lutte contre le changement climatique. La réduction des consommations énergétiques, le développement des énergies renouvelables, la diminution des émissions polluantes et l'innovation sont des défis au quotidien,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM a été la première collectivité du Var à voir son effort reconnu et valorisé par le label « territoire à énergie positive pour la croissance verte » et qu'elle recherche en permanence des réponses pragmatiques et opérationnelles pour améliorer la qualité de vie de ses citoyens et préserver la planète,

**CONSIDERANT** que "Bien chez soi", déployé sur la Métropole TPM depuis fin 2017, est le dispositif opérationnel pour le déploiement du service d'accompagnement de la rénovation énergétique à l'échelle de la Métropole,

**CONSIDERANT** que pour animer ce service, la métropole s'appuie sur l'opérateur CITEMETRIE dont les missions porteront sur l'accompagnement des ménages propriétaires d'appartement ou de maison individuelle dans le cadre de leurs travaux de rénovation énergétique sur les aspects techniques, juridiques, financiers, sur la mise en relation avec des artisans, et l'organisation d'évènements,

**CONSIDERANT** qu'avec le nouveau dispositif de financement reposant sur la valorisation des certificats d'économies d'énergies, l'Etat permet aux collectivités et structures existantes de poursuivre leurs politiques en matière de rénovation énergétique du parc privé et d'assurer la pérennité de ce service public,

**CONSIDERANT** que les partenaires de ce dispositif ont exigé la rédaction d'un article supplémentaire et spécifique relatif à la signature électronique,

**CONSIDERANT** que l'avenant n°1 dont la signature a été autorisée par la délibération n°22/06/152 du 28 juin 2022 n'est jamais entré en vigueur et que le projet d'avenant et en particulier l'article 17 de la convention tel qu'adopté par la dite délibération a, dans l'intervalle, été modifié pour prévoir la signature électronique de tous les actes afférents à la convention régionale de mise en œuvre du Programme SARE,

**CONSIDERANT** que les modifications de cet avenant n'impactent aucunement l'engagement financier de la Métropole pour la période 2021/2023 ni même la gouvernance mise en place avec le dispositif "Bien chez Soi",

**CONSIDERANT** qu'il convient d'annuler la délibération initiale autorisant la signature de l'avenant modifié et de la remplacer par la présente.

Et après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

**D'ANNULER ET REMPLACER** par la présente la délibération n°22/06/152 du Conseil Métropolitain en date du 28 juin 2022 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention régionale de mise en œuvre du Programme SARE qui n'est pas entré en vigueur et qui a été dans l'intervalle modifié.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cet avenant n°1 de la convention régionale de mise en œuvre du Programme SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Energétique » en région Provence-Alpes-Côte d'Azur selon les modalités mises en place

### **ARTICLE 3**

**DE RAPPELER** qu'un engagement financier initial de 2 426 600 € maximum est inscrit au budget du service Habitat de la Métropole pour les années 2021, 2022 et 2023 sur l'opération en investissement créée.

### **ARTICLE 4**

**DE RAPPELER** que 50% de la dépense engagée par la Métropole pour ce dispositif seront couverts par une récupération de certificats d'économies d'énergie systématique.

### **ARTICLE 5**

**DE RAPPELER** que la Région Sud accompagnera, sur la période 2021/2023, la Métropole dans le cadre de l'animation de ce service par l'octroi d'une subvention de 120 000 €.

## **ARTICLE 6**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer l'ensemble des documents afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 0

Avenant numéro 1 à la convention régionale de mise en œuvre du Programme  
« Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique » (SARE)  
en région Provence Alpes Côte d'Azur



## Entre

**L'Etat**, représenté par la Ministre de la Transition énergétique ;

**L'Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)**, représentée par son Président du Conseil d'administration, Boris RAVIGNON,

**La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur** représentée par Renaud MUSELIER, agissant en qualité de Président du Conseil régional,

**Le Département des Alpes de Haute Provence** représenté par Eliane BARREILLE, agissant en qualité de Présidente du Conseil départemental,

**Le Département des Hautes Alpes** représenté par Jean-Marie BERNARD, agissant en qualité de Président du Conseil départemental,

**Le Département des Alpes Maritimes** représenté par Charles-Ange GINESY, agissant en qualité de Président du Conseil départemental,

**Le Département du Var** représenté par Jean-Louis MASSON, agissant en qualité de Président du Conseil départemental,

**Le Département de Vaucluse** représenté par Dominique SANTONI, agissant en qualité de Présidente du Conseil départemental,

**La Métropole Nice Côte d'Azur** représentée par Christian ESTROSI, agissant en qualité de Président de la Métropole,

**La Métropole Aix Marseille Provence** représentée par Martine VASSAL, agissant en qualité de Présidente de la Métropole,

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée** représentée par Jean-Pierre GIRAN, agissant en qualité de Président de la Métropole,

Et

**ESSO S.A.F.**, SA au capital de 98 337 521.70 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 542 010 053 dont le siège social est situé 20 rue Paul Héroult 92000 Nanterre représentée par Laurent FISCHER, chef du service CEE

**DISTRIDYN**, Société Anonyme au capital de 274 378 euros, immatriculée au registre de commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 325 366 334, représentée par Monsieur Alfred SOTO, Directeur Général

**ARMORINE**, Société par actions simplifiée au capital social de 1 806 000 euros, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Lorient sous le numéro 864 500 418 et dont le siège social est situé 225 rue Jean Baptiste Martenot à CAUDAN 56850, représentée par Monsieur François MARTINAT, Président

Ci-après dénommées individuellement et/ou collectivement les « Parties ».



## Objet de l'avenant

La convention régionale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » en Provence Alpes Côte d'Azur, signée le 07/07/2021 définit les conditions de mise en œuvre et de financement du programme à l'échelle de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Lors du COPIL national du programme SARE du 23/11/2021, des modifications importantes ont été entérinées sur le programme SARE. Elles portent sur les sujets suivants :

- Communication
- Mesures surchauffe
- Financement
- Engagement des parties
- Systèmes d'information

Par ailleurs, la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, a précisé la définition du service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) et posé les bases de son évolution vers un service public de la rénovation de l'habitat France Rénov' porté au niveau national par une agence unique, l'Anah, financé par le programme « Service d'Accompagnement à la rénovation énergétique » (SARE). Il s'agit d'offrir à chaque usager, qu'il soit propriétaire occupant ou bailleur, ou syndicat de copropriétaires, partout sur le territoire national, un parcours simplifié, fluide et sans couture d'information, de conseil et d'accompagnement pour la rénovation de son logement.

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention territoriale de la région Provence Alpes Côte d'Azur pour intégrer ces modifications.

Les articles suivant de la convention signée le 07/07/2021 sont modifiés :

- 1 Définitions
- 3 Objet de la déclinaison régionale du Programme
- 5.2 Engagements de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur
- 5.3 Engagements des Départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes, des Alpes Maritimes, du Var, de Vaucluse et des Métropoles de Nice Côte d'Azur, d'Aix Marseille Provence et de Toulon Provence Méditerranée
- 5.5 Engagements des financeurs
- 6.1 Cadre général du financement du Programme
- 6.2 Montant et financement du programme
- 6.3 Répartition entre financeurs
- 6.4 Modalités d'appels des fonds
- 6.7 Indicateurs du programme
- Article 10 : Communication
- Article 11 : Droits de propriété intellectuelle
- Ajout de l'article 17 : Signature électronique
- Annexe 1 : Indicateurs du programme SARE
- Annexe 2 : Plan de déploiement régional
- Annexe 3 : Plans de déploiement territoriaux
- Annexe 5 : Outils informatiques du programme SARE

## Modification de l'article 1 « Définition »

L'article 1 est remplacé par :

Bénéficiaires : Personnes physiques (ménages, professionnels, etc.) ou personnes morales (entreprises, syndic de copropriété, etc.) qui sont les bénéficiaires finaux des actions mises en œuvre dans le cadre du Programme.

Convention nationale : La Convention nationale définit les modalités de mise en place et de fonctionnement du Programme à l'échelle nationale, le rôle de l'ADEME, Porteur pilote, ainsi que la définition des actes métiers et les plafonds des dépenses entrant dans le Programme.

Convention régionale : Présente convention, elle définit les modalités de mise en œuvre du Programme sur le territoire à l'échelle d'une région.

Convention annexe : La convention annexe définit les modalités d'entrée des porteurs associés qui intègrent le dispositif après la signature de la convention régionale.

Comité de pilotage national : Le Comité de pilotage national (COFIL NATIONAL) assure le pilotage du Programme et contrôle sa mise en œuvre.

Comité de pilotage régional : Le Comité de pilotage régional (COFIL REGIONAL) assure le pilotage du Programme à l'échelle du territoire régional, il suit la mise en œuvre des plans de déploiement des porteurs associés, et valide les appels de fonds régionaux.

Financeurs : Il s'agit des obligés ou délégataires qui apportent des fonds pour le déploiement du Programme et qui obtiennent en contrepartie des certificats d'économies d'énergie.

Groupe de travail transverses : Les groupes de travail (GT) sont responsables de la mise en œuvre des actions transversales qui leur sont confiées par le COFIL NATIONAL en lien avec les COFIL REGIONAUX. Ils traitent par exemple de sujets liés à la communication, aux outils numériques et systèmes d'informations, à la formation, etc. Ils sont constitués en fonction des besoins identifiés par le COFIL NATIONAL.

Partenaires nationaux : Les partenaires nationaux du Programme participant au COFIL NATIONAL, leur avis est consultatif.

Partenaires régionaux : Les partenaires régionaux du Programme, participent au COFIL REGIONAL.

Plans de déploiement du Programme : Les plans de déploiement du Programme sont rédigés par les porteurs associés et précisent à l'échelle de chacun des territoires le déploiement du Programme SARE. Ils sont annexés à la convention régionale. La trame de ce plan est annexée à la note technique du 3 octobre 2019, du Ministre chargé de la ville et du logement et de la Secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur la mobilisation des acteurs de la rénovation énergétique.

**Porteurs associés :** Les porteurs associés sont soit des collectivités territoriales soit des EPCI. Ils reçoivent les fonds des financeurs, ils assurent la coordination technique, ainsi que la gestion financière et administrative sur un territoire. Les porteurs associés territoriaux sont responsables de la mise en œuvre des actions opérationnelles. Leur rôle, leurs engagements et leurs missions sont définis dans la présente convention régionale.

Dans le cadre de cette convention, le conseil régional dispose en plus de sa mission de porteur associé d'une mission de coordination et d'animation de l'ensemble des porteurs associés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Lorsque le conseil régional de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur agira au titre de sa mission d'animation coordination il sera dénommé « porteur associé coordinateur ».

**Porteur pilote :** Le porteur pilote, ici l'ADEME, assure la coordination et la gestion globale du Programme. Il assure la mission de secrétariat et d'animation des instances de gouvernance NATIONALE ainsi que la gestion des appels de fonds nationaux. Son rôle, ses engagements et ses missions sont définis dans la convention nationale.

**Programme :** Programme de mise en œuvre du « Service d'Accompagnement de la Rénovation énergétique » (SARE). Ce Programme s'entend comme celui décrit dans la Convention nationale.

**Structures de mise en œuvre :** Il s'agit des structures d'accueil des Espaces France Rénov' financés dans le cadre du programme SARE (EPCI, ALEC, CAUE, ADIL...) des centres de ressources et clusters du Réseau Bâtiment Durable, des opérateurs Anah, ou tout autre structure publique ou privée assurant tout ou partie des missions décrites en annexe 3 de la circulaire du 3 octobre 2019 sur la mobilisation des acteurs de la rénovation énergétique.

**Structures agissantes :** Cela représente le porteur associé, les collectivités infrarégionales ainsi que les structure de mise en œuvre qui reçoivent des fonds et qui réalisent des dépenses dans le programme.

Modification de l'article 3 « Objet de la déclinaison régionale du Programme »

Le tableau suivant faisant état des actes réalisés durant l'année 2021 est ajouté :

Missions	Type d'acte		Réalisation 2021 en nombre d'actes									
			Global	Conseil régional	CD 04	CD 05	CD 06	CD 83	CD 84	NCA	AMP	TPM
Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Information de premier niveau (information générique)		17 220	173	741	2 043	873	1 400	3 314	1 182	7 398	96
	Conseil personnalisé aux ménages		9 936	40	766	1 118	267	1 163	2 978	57	3 456	91
	Réalisation d'audits énergétiques	Maisons individuelles	38	-	-	-	17	21	-	-	-	-
		Copropriétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux	Maisons individuelles	550	-	21	24	-	10	194	-	293	8
		Copropriétés	74	-	1	-	-	-	11	-	62	-
	Accompagnement des ménages et		8	-	-	-	-	-	5	-	2	1
	Maisons individuelles											

	suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	Copropriétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour les rénovations globales	Maisons individuelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Copropriétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dynamique de la rénovation	Sensibilisation, Communication, Animation des ménages	100% de la population régionale	Les départements couvrent 100% de leurs territoires (hors métropoles)  Les métropoles couvrent 100% de leurs territoires														
	Sensibilisation, Communication, Animation du petit tertiaire privé		Le conseil régional couvre la population du territoire des bouches du Rhône hors métropole Aix Marseille Provence pour des missions locales ainsi que la totalité de la population régionale pour des actions régionales														
	Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux																
Conseil au petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux	Information de premier niveau (information générique)		383	-	12	-	95	7	23	188	12	46					
	Conseil aux entreprises		113	-	11	-	29	2	25	28	-	18					

Le tableau précisant les missions type d'acte et objectifs de la convention initiale est remplacé par le tableau suivant :

Missions	Type d'acte		Objectif 2021-2023 en nombre d'actes									
			Global	Conseil régional	CD 04	CD 05	CD 06	CD 83	CD 84	NCA	AMP	TPM
Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Information de premier niveau (information générique)		73 969	949	3 401	6 463	7 353	4 470	12 428	3 600	25 297	10 008
	Conseil personnalisé	Maisons individuelles	43 862	390	3 216	4 554	2 427	6 353	12 318	257	10 759	3 588
		Copropriétés	2 359	4	58	60	120	169	180	900	568	300
	Réalisation d'audits énergétiques	Maisons individuelles	1 681	-	95	-	617	116	65	20	-	768
		Copropriétés	229	-	-	-	120	17	1	60	-	31
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux	Maisons individuelles	4 717	-	225	179	600	238	1 225	20	1 390	840
		Copropriétés	417	-	11	3	60	17	71	20	204	31
	Accompagnement des ménages et	Maisons individuelles	1 043	-	49	-	50	27	107	20	156	634

	suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	Copropriétés	<b>93</b>	-	-	-	14	1	-	20	33	25
	Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour les rénovations globales	Maisons individuelles	<b>50</b>	-	-	-	50	-	-	-	-	-
		Copropriétés	<b>14</b>	-	-	-	14	-	-	-	-	-
<b>Dynamique de la rénovation</b>	Sensibilisation, Communication, Animation des ménages	<b>100% de la population régionale</b>		Les départements couvrent 100% de leurs territoires (hors métropoles)  Les métropoles couvrent 100% de leurs territoires								
	Sensibilisation, Communication, Animation du petit tertiaire privé			Le conseil régional couvre la population du territoire des bouches du Rhône hors métropole Aix Marseille Provence pour des missions locales ainsi que la totalité de la population régionale pour des actions régionales								
	Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux											
<b>Conseil au petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux</b>	Information de premier niveau (information générique)		<b>3 255</b>	-	102	55	375	457	469	1 128	447	222
	Conseil aux entreprises		<b>1 159</b>	-	36	28	195	74	253	298	70	205

## Modification de l'article 5.2 « Engagements de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur »

L'article 5.2 est remplacé par :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a une double mission.

- Au titre de sa mission de coordination, elle s'engage sur l'ensemble de son territoire, à :
  - Assurer la coordination du Programme dont le secrétariat des COPIL régionaux : la préparation, l'organisation, la logistique et la rédaction des comptes rendus ;
  - Assurer la coordination des remontées d'informations des porteurs associés territoriaux (collecte des documents du COPIL régional pour synthèse avant envoi aux membres du COPIL REGIONAL)
  - Animer et coordonner le réseau régional des Espaces France RENOV' financés dans le cadre du programme SARE;
  - Assurer la communication relative au Programme en lien avec la campagne France RENOV ;
  - Participer, dans la mesure du possible, aux différents Groupes de Travail (GT) du Programme selon son expertise ;
  - Communiquer annuellement les résultats régionaux du Programme ;
  - Faire remonter les avancées du déploiement du Programme à l'ADEME en tant que porteur pilote ainsi qu'au comité de pilotage régional, notamment dans le cadre des outils définis;
  - Proposer l'offre de formation développée par le porteur pilote et, le cas échéant, la compléter par des formations spécifiques développées et proposées en région ;
- Au titre de sa mission de couverture des zones « blanches » par les autres porteurs associés, elle s'engage à :
  - Piloter le déploiement et la mise en œuvre du Programme sur ces zones ;
  - Mettre à jour la base de données des structures de mise en œuvre afin d'alimenter le site national France-renov.gouv.fr ;
  - Alimenter régulièrement l'outil SIMUL'AIDES proposé par le porteur pilote, pour la remontée des aides financières régionales et locales ;
  - Communiquer annuellement les résultats territoriaux du Programme ;
  - Faire remonter les avancées du déploiement du programme à l'ADEME ainsi qu'au COPIL REGIONAL, notamment dans le cadre des outils définis ;
  - Assurer la communication relative au Programme en lien avec la campagne France RENOV ;
- A ces doubles titres, elle s'engage à assurer et suivre l'exécution financière du Programme en ce qui la concerne :
  - Recevoir les fonds transmis par les obligés, signataires de la présente convention,
  - Distribuer, tout ou partie de ces fonds aux autres collectivités territoriales ou structures de mise en œuvre du Programme ;
  - Suivre l'exécution financière du Programme au niveau des territoires « non couverts » où elle agit en tant que porteur associé ;
  - Proposer les appels de fonds et les ajustements, si besoin, au COPIL REGIONAL ;



**Modification de l'article 5.3 « Engagements des Départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes, des Alpes Maritimes, du Var, de Vaucluse et des Métropoles de Nice Côte d'Azur, d'Aix Marseille Provence et de Toulon Provence Méditerranée »**

L'article 5.3 est remplacé par :

En tant que porteurs associés, ils déploient les actions du programme sur les périmètres suivants :

- Le département des Alpes de Haute Provence sur l'ensemble de son territoire,
- Le département des Hautes Alpes sur l'ensemble de son territoire,
- Le département des Alpes Maritimes sur l'ensemble de son territoire à l'exception du territoire métropolitain Nice Côte d'Azur,
- Le département du Var sur l'ensemble de son territoire à l'exception du territoire métropolitain Toulon Provence Méditerranée,
- Le département du Vaucluse sur l'ensemble de son territoire,
- La métropole de Nice Côte d'Azur sur l'ensemble de son territoire,
- La métropole d'Aix Marseille Provence sur l'ensemble de son territoire,
- La métropole de Toulon Provence Méditerranée sur l'ensemble de son territoire.

Ces porteurs associés s'engagent au titre de la présente convention à :

- Piloter le déploiement et la mise en œuvre du Programme au niveau de son territoire :
  - Assurer la communication du Programme en lien avec la campagne France RENOV en articulation avec la communication mise en place à l'échelle régionale ;
  - Animer et coordonner les Espaces France RENOV' financés dans le cadre du programme SARE au niveau territorial en lien avec l'animation régionale ;
  - Organiser l'association des autres niveaux de collectivités territoriales et des structures de mise en œuvre ;
  - Mettre à jour la base de données des structures de mise en œuvre afin d'alimenter le site national France-renov.gouv.fr ;
  - Alimenter régulièrement l'outil SIMUL'AIDES proposé par le porteur pilote, pour la remontée des aides financières régionales et locales ;
  - Communiquer annuellement les résultats territoriaux du Programme ;
  - Faire remonter régulièrement les avancées du déploiement du programme à l'ADEME en tant que porteur pilote, à la Région en tant que porteur associé coordinateur ainsi qu'au COFIL REGIONAL, notamment dans le cadre des outils définis ;
  - Fournir tous les éléments et données, au porteur associé coordinateur, nécessaires au bon déroulement de la coordination, l'animation et la communication régionale du Programme ;
  - Proposer l'offre de formation développée par le porteur pilote et/ou du porteur associé coordinateur ;
  - Participe, dans la mesure du possible aux différents Groupes de travail (GT) du Programme et aux réunions de réseau organisées par le porteur associé coordinateur ;
- Assurer l'exécution financière du Programme au niveau territorial ;

- Recevoir les fonds transmis par les obligés, signataires de la présente convention ;
- Distribuer, tout ou partie de ces fonds aux autres collectivités territoriales ou structures de mise en œuvre du Programme ;
- Suivre l'exécution financière du Programme du niveau territorial ;
- Proposer les appels de fonds et les ajustements, si besoin, au COPIL REGIONAL ;

### Modification de l'article 5.5 « Engagements des financeurs »

L'article 5.5 est remplacé par :

Dans le cadre de l'éligibilité des dépenses du programme au dispositif des CEE, trois financeurs obligés s'engagent au titre de la Convention à :

- Financer le Programme à hauteur chacun d'un montant maximum de 3 334 769,33€ HT, soit un montant global maximum de 10 004 308€ HT;
- Désigner une personne référente comme interlocuteur au service du Programme ;
- Contribuer à la réussite des Projets par la fourniture de données ou de résultats en lien avec les actions des différents Projets du Programme ;
- Contribuer à la promotion du Programme et de ses résultats, selon les orientations définies par le COPIL REGIONAL.

### Modification de l'article 6.1 Cadre général du financement du Programme

L'article 6.1 est remplacé par :

Sur la base du budget prévisionnel élaboré sur la période du 1/01/2021 au 31/12/2023, tenant compte des actions opérationnelles et des objectifs prévus, le montant global des coûts pour le déploiement du programme à l'échelle de la région Provence Alpes Côte d'Azur est estimé à 19 678 307€ HT

Ce montant est cofinancé par les fonds versés par les financeurs obligés dans le cadre de la présente convention, et sera complété par les fonds apportés par les porteurs associés, les collectivités territoriales et les intercommunalités. Des contractualisations pourront être effectuées avec le porteur associé et des collectivités territoriales et/ou des intercommunalités, pour définir les objectifs et les plans de financement.

La répartition de ces fonds se décompose de la manière suivante :

- **Obligés** : 10 004 308€ HT
- **Région Provence Alpes Côte d'Azur** : 1 415 884€ HT
- **Le Département des Alpes de Haute Provence** : 86 615€ HT
- **Le Département des Hautes Alpes** : 310 992€ HT
- **Le Département des Alpes Maritimes** : 947 560€ HT
- **Le Département du Var** : 511 998€ HT
- **Le Département de Vaucluse** : 240 888€ HT
- **La Métropole Nice Côte d'Azur** : 645 600€

- **La Métropole Aix Marseille Provence** : 2 189 421€ HT
- **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** : 1 092 297€ HT
- **Autres EPCI** : 1 677 965€ HT
- **Le Département des Bouches du Rhône (non porteur associé)** : 518 250€ HT
- **Le Parc Naturel Régional du Lubéron** : 36 529€ HT

A l'échelle régionale, le montant total CEE financé par le programme se décompose de la manière suivante :

- De coûts fixes, pour couvrir l'animation régionale, le portage du programme et le suivi administratif couvert par le Programme à hauteur maximum de 299 542 euros HT ;
- De coûts fixes, pour couvrir à l'échelle territoriale l'animation, le portage du Programme et le suivi administratif couvert à hauteur de 768 500 euros HT
- De coûts fixe dits « mesures surchauffes » pour couvrir le financement 2021 nécessaire au fonctionnement des structures de mise en œuvre réalisant les actes d'informations et de conseils auprès des ménages dans la limite de 339 200 euros HT.
- De coûts variables pour la mise en œuvre des actions dans la limite de 8 597 066 euros HT.

Les dépenses variables se répartissent de la sorte :

- Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement 6 204 854 euros HT ;
  - Information de premier niveau : 295 876 euros HT ;
  - Forfait information conseil : 626 475 euros HT ;
  - Conseil personnalisé aux ménages : 1 269 003 euros HT ;
  - Réalisation d'audits énergétiques : 626 100 euros HT ;
  - Accompagnement des ménages : 2 720 800 euros HT
  - Accompagnement des ménages avec suivi des travaux : 580 600 euros HT
  - Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour les rénovations globales : 86 000 euros HT.
- Dynamique de la rénovation 1 980 948 euros HT ;
  - Sensibilisation, Communication, Animation des ménages : 786 360 euros HT ;
  - Sensibilisation, Communication, Animation du petit tertiaire privé 300 744 euros HT ;
  - Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux 893 843 euros HT.
- Conseil au petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux : 411 264 euros HT ;
  - Information de premier niveau (information générique) 74 864 euros HT ;
  - Conseil aux entreprises : 336 400 euros HT.

Dès le 1er janvier 2021, les actes d'information, de conseil et d'accompagnement de premier niveau seront pleinement cofinancés par le Programme SARE.

## Modification de l'article 6.2 Montant et financement du programme

L'article 6.2 est remplacé par :

Le montant total maximum alloué par les financeurs aux porteurs associés dans le cadre de la présente convention est de 10 004 308 euros HT.

	Information, conseil, accompagnement des ménages	Dynamique de la rénovation	Conseil au petit tertiaire	Portage et animation	Mesures surchauffe	Total
La région Provence-Alpes-Côte d'Azur :	38 846€	136 578€	-	299 542€	8 000€	482 966€
Le département des Alpes de Haute Provence :	258 627€	62 200€	12 046€	83 500€	-	416 373€
Le département des Hautes Alpes :	292 330€	45 916€	9 775€	55 000€	22 400€	425 421€
Le département des Alpes Maritimes :	978 224€	177 226€	63 360€	75 000€	16 000€	1 309 810€
Le département du Var	423 580€	202 721€	33 306€	125 000€	68 800€	853 407€
Le département de Vaucluse :	1 100 199€	181 830€	84 734€	120 000€	104 000€	1 590 764€
La métropole Nice Côte d'Azur :	406 885€	127 111€	111 604€	120 000€	16 000€	781 600€
La métropole Aix Marseille Provence :	1 765 330€	910 370€	31 971€	120 000€	88 000€	2 915 671€
La métropole Toulon Provence Méditerranée :	940 832€	136 996€	64 468€	70 000€	16 000€	1 228 296€
<b>Total</b>	<b>6 204 853€</b>	<b>1 980 948€</b>	<b>411 264€</b>	<b>1 068 042€</b>	<b>339 200€</b>	<b>10 004 308€</b>

L'ensemble des coûts prévisionnels et la répartition des financements sont détaillés dans le plan de financement régional du programme SARE en annexe 2. Concernant la répartition des fonds par acte, il s'agit d'une répartition prévisionnelle. Des ajustements pourront être réalisés par le COPIL régional tout en respectant un co-financement maximum de 50% apporté par le Programme pour les actes ou actions correspondant à chaque ligne du tableau de financement régional présenté en annexe 2.

Les dépenses portant sur les « mesures surchauffes » sont intégralement financées par des fonds CEE sans contrepartie.

Les sommes financées par les obligés sont comptabilisées hors taxes sans préjudice des dispositions de droit commun applicables en matière de TVA prévues au Code général des impôts.

### Modification de l'article 6.3 Répartition entre financeurs

L'article 6.3 est remplacé par :

La clé de répartition suivante a été retenue pour le financement du Programme par les différents financeurs :

ESSO S.A.F	3 334 769,33€	33%
DISTRIDYN	3 334 769,33€	33%
ARMORINE	3 334 769,33€	33%

### Modification de l'article 6.4 Modalités d'appels des fonds

Le premier paragraphe de l'article 6.4 est modifié par :

Les financements apportés par les financeurs obligés dans le cadre de la présente convention seront libérés par tranches, au fur et à mesure de l'avancement du programme. Pour cela, avant chaque COPIL REGIONAL, les porteurs associés transmettent au porteur associé coordinateur 16 jours avant la date du COPIL REGIONAL, les indicateurs selon les modalités précisées à l'article 6.7 de la présente convention.

### Modification de l'article 6.7 Indicateurs

L'article 6.7 est remplacé par :

La liste des indicateurs de reporting du programme et d'indicateurs de suivi du programme figure en annexe 5 de la convention nationale du Porteur Pilote (le guide des actes métiers). Cette liste a été mise à jour, notamment sur proposition d'un Groupe de Travail dédié, mandaté par le COPIL NATIONAL. Ce groupe de travail, associant Porteurs Associés, partenaires et structures de mise en œuvre volontaires, aura pour objet de faire évoluer les indicateurs pour qu'ils répondent au mieux aux besoins de suivi du programme et aux contraintes de remplissage par les structures de mise en œuvre.

Ces indicateurs partagés seront implémentés à minima mensuellement dans les outils numériques et systèmes d'informations développés par le porteur pilote. Ces outils seront utilisés directement par les structures de mise en œuvre ou interopérés avec les outils informatiques utilisés par les structures de mise en œuvre.

Les Porteurs associés s'engagent à faire remonter, au COPIL REGIONAL et au porteur national, l'ensemble des indicateurs précisés dans l'annexe 5 de la convention nationale du porteur pilote. Ces informations sont mensuelles et renseignées à la maille des structures de mise en œuvre.

Elles seront implémentées dans les outils informatiques et systèmes numériques de reporting (pour alimenter l'outil « TBS : Tableau de Bord SARE ») développés par le Porteur Pilote.

### Modification de l'article 10 – Communication

L'article 10 est remplacé par :

L'ensemble de la communication nationale et territoriale du Programme est réalisée en articulation avec la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique.

Les signataires de la présente convention reconnaissent que l'État français est pleinement propriétaire du logo CEE.

L'usage du logo est réservé à l'État, à l'ADEME, aux porteurs, au(x) financeur(s) et au(x) partenaire(s). Ils s'engagent à utiliser le logo dans leurs actions liées au programme, sur tous les supports. L'usage du logo est limité au cadre légal du programme, notamment temporel.

L'utilisateur s'engage à ne pas exploiter le logo CEE à des fins politiques, polémiques, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi et, de manière générale, à ne pas associer le logo à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'État français ou lui être préjudiciable.

### **Modification de l'article 11 – Droits de propriété intellectuelle**

Au titre de l'article 11 est ajouté : et RGPD

Le Paragraphe suivant est ajouté :

L'ADEME et les porteurs associés de la région Provence Alpes Côte d'Azur sont liés par une convention spécifique de traitement des Données à Caractère Personnel et de mise à disposition d'outils dans le cadre du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique » (SARE).

### **Ajout de l'article 17 : Signature électronique**

Les Parties conviennent expressément que le présent avenant peut être signé par voie électronique et dans ce cas constitue l'original du document et fait foi entre les Parties. Dans ce cas, les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante de l'avenant sur le fondement de sa nature électronique. Les Parties reconnaissent expressément que l'avenant signé électroniquement constitue une preuve écrite et à la même valeur probante qu'un écrit sur support papier conformément aux dispositions du Code civil. En conséquence, les Parties reconnaissent expressément que l'avenant pourra valablement leur être opposé. Ces stipulations sont valables pour tout autre avenant à la Convention que les Parties seraient amenées à signer.

La solution de signature électronique utilisée est la solution du prestataire de service de confiance YOUSIGN. Ce tiers de confiance est qualifié Référentiel Général de Sécurité (RGS), certifié ETSI au niveau européen (European Telecommunications Standards Institute) et déclare garantir la sécurité technique et la valeur probante du système de signature électronique mis en place. L'archivage de la preuve électronique est réalisé par YOUSIGN (<https://yousign.com>).

### **Modification de l'annexe 1 : Indicateurs du programme SARE**

L'annexe 1 est supprimée.

Le plan de financement synthétique triennal de la région Provence Alpes Côte d'Azur, le plan de financement triennal du Conseil régional sur ses missions régionales et le plan de financement triennal du Conseil régional sur ses missions territoriales sont remplacés par les nouvelles maquettes.

Mission du porteur (bénéficiaire)		Besoins et objectifs	Budget total estimé	Récapitulatif de la dépense prévisionnelle afférente dans le cadre du programme SAGE					Plan de financement prévisionnel			
				à l'acte		au projet		Moyens financiers par				
				Chiffre de chiffre d'affaires	Libellé de compte des actes	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	Dépenses	EPIC	Autres Bénéficiaires	Autres Bénéficiaires
Mission de porteur (bénéficiaire)	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	407 940 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	50 000 €				50 000 €	41 234 €	4 862 €	203 973 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	845 004 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	0,24 €					137 727 €	0 €	422 562 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	500 629 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	8 €					161 651 €	382 €	295 676 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	2 184 156 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	39 €					623 307 €	11 038 €	1 082 078 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	353 850 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	129 €					164 681 €	380 €	179 825 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	336 200 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	205 €					108 193 €	0 €	168 000 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	916 000 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	4 000 €					243 000 €	0 €	456 000 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	3 172 600 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	800 €					1 432 120 €	13 800 €	1 688 000 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	1 688 000 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	4 000 €					611 233 €	3 000 €	836 000 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	417 200 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	400 €					103 823 €	0 €	268 000 €
Mission de porteur (bénéficiaire)	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	744 000 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	8 000 €					324 600 €	0 €	372 000 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	60 000 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	1 200 €					8 000 €	0 €	30 000 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	112 000 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	8 000 €					11 300 €	0 €	58 000 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	12 412 505 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)						4 250 331 €	31 981 €	8 204 884 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	149 728 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	18 €					36 912 €	250 €	74 864 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	612 800 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	400 €					250 827 €	300 €	536 430 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	527 528 €		Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)	803 €					162 776 €	207 738 €	550 €
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)			Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)								
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)			Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)								
	Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)			Prévision des dépenses prévues en matière de réhabilitation (en €)								



Dynamique de la population	Sensibilisation, Communication Antenne au 110/112	1 257 723 €				5 030 800 €	250 000 €	1 257 723 €	50%	178 788 €	125 382 €	323 079 €	1 680 €	628 840 €
		315 000 €					2 700 000 €	2 700 000 €	50%	7 500 €	0 €	150 000 €	0 €	157 500 €
	Sensibilisation, Communication Antenne du 110/112	501 489 €				5 030 800 €	900 000 €	600 080 €	50%	62 428 €	25 135 €	162 814 €	315 €	250 744 €
		106 000 €					800 000 €	800 000 €	50%	0 €	0 €	50 000 €	0 €	50 000 €
	Sensibilisation, Communication Antenne du 110/112	1 508 267 €				5 030 800 €	300 000 €	1 508 267 €	50%	178 283 €	145 280 €	437 110 €	1 073 €	754 632 €
Activités de la population	Sensibilisation, Communication Antenne du 110/112	278 428 €					1 800 000 €	1 800 000 €	50%	8 800 €	0 €	130 211 €	0 €	139 011 €
		3 261 000 €						8 800 000 €	50%	433 528 €	295 740 €	1 247 233 €	3 202 €	1 980 244 €
Activités de la population	Activités de la population	2 136 004 €						2 136 004 €	50%	943 543 €	125 000 €	0 €	0 €	1 068 543 €
Mesures de sécurité	Prévention des accidents de circulation						8 000 €	104 000 €						104 000 €
	Prévention des accidents de circulation						8 000 €	235 200 €						235 200 €
											TOTAL mobilisé (hors mesures de sécurité)			
											TOTAL mobilisé (hors mesures de sécurité)			

TOTAL mobilisé (hors mesures de sécurité) 1 415 834 € 2 616 304 € 5 403 233 € 34 528 € 9 663 138 €

TOTAL mobilisé (hors mesures de sécurité) 1 415 834 € 2 616 304 € 5 403 233 € 34 528 € 9 663 138 €

Plan de financement triennal du Conseil régional Provence Côte d'Azur sur ses missions régionales

Missions du porteur territorial	Bénéficiaires qui réalisent les actions	Budget total estimé	Financement de la dépense triennale entrant dans le cadre du programme SARE					Plan de financement triennal																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
			Objectifs de réalisations en nombre d'actes	Unité de compte des autres	Prévoir des dépenses prises en compte plus la réalisation d'un acte (en €)	Population du territoire couvert	Prévoir des dépenses prises en compte plus la réalisation d'un acte (en €)	Prévoir des dépenses prises en compte plus la réalisation d'un acte (en €)	Prévoir des dépenses prises en compte plus la réalisation d'un acte (en €)	Prévoir des dépenses prises en compte plus la réalisation d'un acte (en €)	Prévoir des dépenses prises en compte plus la réalisation d'un acte (en €)	Prévoir des dépenses prises en compte plus la réalisation d'un acte (en €)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
Information, conseil, accompagnement des maires pour relever leur engagement	Faites au choix du P.A. : Faites pour les autres A.T.U. et Cote d'Azur Cote d'Azur Cote d'Azur Cote d'Azur Cote d'Azur Cote d'Azur Cote d'Azur Cote d'Azur Cote d'Azur	OU																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							



# Plan de financement triennal du Conseil régional sur ses missions territoriales sur les bouches du Rhône hors de la Métropole Aix Marseille Provence

Missions du porteur territorial		Structure qui réalisent les actions	Budget total actions	Préfinancement de la dépense triennale entrant dans le cadre du programme BARE à l'échelle au triennal					Plan de financement triennal Montants financés par					
				Forfait au choix du PA :	Unité de compte des actions	Plafond des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un lot (en €)	Population du territoire couvert	Plafond des dépenses prises en compte pour la co-financement CEE - SARE	Préfin. respecté ?	Parteur associé: La Région Provence Alpes Côte d'Azur	Départements	EPCI	Autres financeurs	Aide maximale pouvant être apportée par le programme CEE
Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actions A1 et A2	Forfait au choix du PA :	50 000 €	Forfait au choix du PA :	Unité de compte des actions	Plafond des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un lot (en €)	Population du territoire couvert	Plafond des dépenses prises en compte pour la co-financement CEE - SARE	Préfin. respecté ?	Parteur associé: La Région Provence Alpes Côte d'Azur	Départements	EPCI	Autres financeurs	Aide maximale pouvant être apportée par le programme CEE
	Forfait pour les actions A1 et A2	OU												
	Information de premier niveau (information géographique)		7 582 €	Nombre de syndicats de copropriétaires informés en matière de rénovation	8 €			7 582 €	50%	3 794 €	0 €	0 €	0 €	3 794 €
	Conseil personnalisé aux ménages		19 800 €	Nombre de copropriétaires en matière de rénovation	60 €			19 800 €	50%	9 794 €	0 €	0 €	0 €	9 794 €
	Conseil personnalisé aux copropriétaires		500 €	Nombre de syndicats de copropriétaires conseillés en matière de rénovation	150 €			500 €	50%	300 €	0 €	0 €	0 €	300 €
Conseil au petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux	Information de premier niveau (information géographique)													
	Conseil aux entreprises													
Sous-total			77 522 €					77 522 €		13 841 €	0 €	0 €	0 €	38 535 €
Sous-total										0 €	0 €	0 €	0 €	0 €



### Modification de l'annexe 3 : Plans de déploiement territoriaux

Les fiches de présentation des territoires sont mises à jour.

Les plans de financements des porteurs associés territoriaux sont remplacés par les nouvelles maquettes.

#### A) Département des Alpes de Haute Provence

- **Territoire couvert** : tout le Département des Alpes de Haute Provence
- **Population couverte** : 163 915 habitants (INSEE 2017)



- **Actes non déployés** :
  - Audits énergétiques auprès des copropriétés (A3 copropriété)
  - Accompagnement des copropriétés et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale (A4bis copropriété)
  - Prestation de maîtrise d'œuvre auprès des ménages individuels et copropriétés (A5 et A5 copropriété)
- **Montants retenus dans la maquette financière**

Dans la maquette initiale :

- La sensibilisation, communication, animation des ménages, estimé à 40 979€ selon la population dans le cadre du SARE soit 250 000€/1Mhbt, a été estimé à 40 800€ soit 248 909€/1Mhbt
- La sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé, estimé à 16 392€ selon la population dans le cadre du SARE soit 100 000€/1Mhbt, a été estimé à 7 200€ soit 43 925€/1Mhbt
- La sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux, estimé à 49 175€ selon la population dans le cadre du SARE soit 300 000€/1Mhbt, a été estimé à 45 000€ soit 274 532€/1Mhbt

Dans la nouvelle maquette :

- La sensibilisation, communication, animation des ménages, est complété de 15 000€ grâce au forfait supplémentaire proposé.
- La sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux, est complété de 18 000€ grâce au forfait supplémentaire proposé.

Tous les autres actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE

#### ○ **Co-financements**

En dehors des financements du porteur associé, le Département des Alpes de Haute Provence, des co-financements de la Région, des EPCI et du PNR Lubéron sont apportés.



# Plan de financement triennal du Département des Alpes de Haute Provence

Missions du porteur territorial	Structures qui réalisent les actes	Budget total estimé	Financement de la dépense intervenant dans le cadre du programme SARE					Plan de financement triennal				
			Objectifs de réalisation en nombre d'actes	Unités de compte des actes	Plafond des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un acte (en €)	Population du territoire concerné (habitants en €)	Plafond des dépenses prises en compte pour le co-financement CEE - SARE	Pratiqué respect y	Porteur mandataire du Département des Alpes de Haute Provence	Autres mandataires	Aide maximale pouvant être apportée par le programme CEE	
Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait au titre des APL et ALTE	57 948 €	2	Forfait au titre des APL et ALTE	50 000 €			100 000 €	50%			28 973 €
	Forfait pour les actes APL et ALTE											
	Information de premier niveau (information générale)	27 208 €	3 401	Nombre de ménages (modèles survenant de produits de copropriétés existantes et de nouveaux de copropriétés)	8 €			27 208 €	50%			13 604 €
	Conseil personnalisé aux ménages	160 800 €	3 216	Nombre de ménages (modèles survenant de produits de copropriétés existantes et de nouveaux de copropriétés)	50 €			160 800 €	50%			80 400 €
	Conseil personnalisé aux copropriétaires	6 700 €	58	Nombre de syndicats de copropriétaires (modèles survenant de produits de copropriétés existantes et de nouveaux de copropriétés)	150 €			8 700 €	80%			4 350 €
	Réalisation d'études énergétiques	19 000 €	95	Nombre de ménages en ALTE (modèles survenant de produits de copropriétés existantes et de nouveaux de copropriétés)	200 €			19 000 €	50%			9 500 €
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur projet de rénovation globale	140 000 €	225	Nombre de ménages en ALTE (modèles survenant de produits de copropriétés existantes et de nouveaux de copropriétés)	600 €			140 000 €	50%			70 000 €
	Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	44 000 €	11	Nombre de syndicats de copropriétaires (modèles survenant de produits de copropriétés existantes et de nouveaux de copropriétés)	4 000 €			44 000 €	50%			22 000 €
	Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	19 600 €	49	Nombre de ménages en ALTE (modèles survenant de produits de copropriétés existantes et de nouveaux de copropriétés)	400 €			19 600 €	50%			9 800 €
	Réalisation de prestations de maintenance pour les innovations globales											
Sous-total								579 308 €				289 327 €
Conseil au petit artisan privé pour rénover leurs locaux	Information de premier niveau (information générale)	4 692 €	12	Nombre d'entreprises informées en matière de rénovation	16 €			4 692 €	50%			2 346 €
	Conseil aux entreprises	19 400 €	11	Nombre d'entreprises informées en matière de rénovation	50 €			19 400 €	50%			9 700 €
Sous-total								24 092 €				12 346 €
								600 400 €				301 673 €

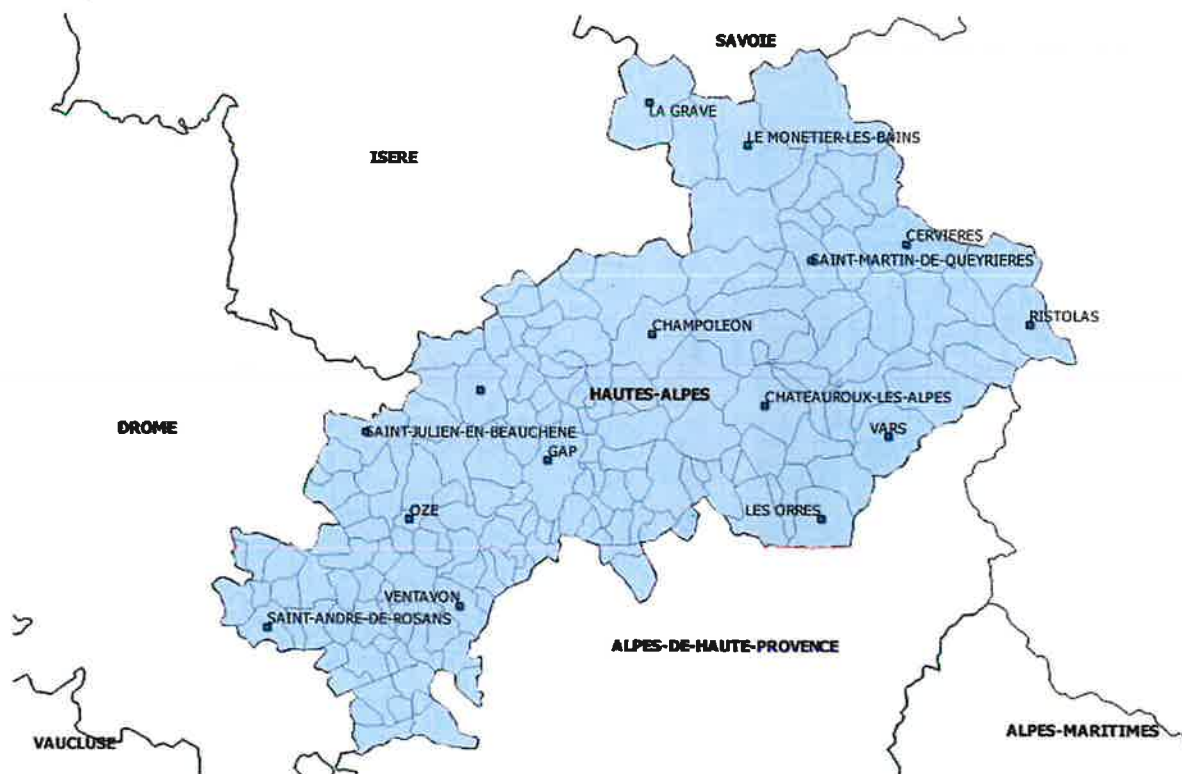


Dynamique de la redynamisation	Sensibilisation, Communication, Animation des ménages	40 000 €				183 915	250 000 €	49 979 €	50%		8 000 €	4 583 €	9 167 €	1 800 €	20 430 €
		15 000 €					300 000 €	300 000 €	50%		7 800 €	0 €	0 €	0 €	7 500 €
		5 000 €				183 915	100 000 €	18 392 €	50%		0 €	808 €	1 817 €	378 €	2 800 €
							100 000 €	100 000 €							
						183 915	300 000 €	49 979 €	50%		15 000 €	1 841 €	3 682 €	1 973 €	22 500 €
							250 000 €	200 000 €	50%		9 800 €	0 €	0 €	0 €	0 000 €
							500 000 €	706 845 €			36 500 €	7 224 €	14 448 €	3 598 €	62 200 €
Animation/partage du programme	Animation / Partage du programme / Ben	167 000 €						167 000 €	50%		88 500 €	0 €	0 €	0 €	83 500 €
Mesures surchauffe	Prise aux stockants du m344 en œuvre														
	Prise aux repassements effectués en 2021														

TOTAL mobilisé (hors mesures surchauffe)	822 748 €	TOTAL mobilisable (hors mesures surchauffe)	1 488 848 €
TOTAL mobilisé (avec mesures surchauffe)	832 748 €	TOTAL mobilisable (avec mesures surchauffe)	1 498 848 €

## B) Département des Hautes Alpes

- **Territoire couvert** : tout le Département des Hautes Alpes
- **Population couverte** : 141 284 habitants (INSEE 2017)



- **Actes non déployés** :
  - Audits énergétiques auprès des ménages individuels et copropriétés (A3 et A3 copropriété)
  - Accompagnement des ménages individuels et copropriétés dans l'avancement de leur chantier (A4bis et A4bis copropriété)
  - Prestation de maîtrise d'œuvre auprès des ménages individuels et copropriétés (A5 et A5 copropriété)
- **Montants retenus dans la maquette financière**

Sur l'année 2021 :

- Information de 1<sup>er</sup> niveau (A1) : estimé à 8€ dans le cadre du SARE, il a été estimé à 12,35€
- Conseil personnalisé aux ménages (A2) : estimé à 50€ dans le cadre du SARE, il a été estimé à 42€

Tous les autres actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE.

Sur les années 2022-2023, tous les actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE.

- **Co-financements**

En dehors des financements du porteur associé, le Département des Hautes Alpes, des co-financements de la Région sont apportés.

## Plan de financement triennal du Département des Hautes Alpes

Missions du porteur territorial		Broussards qui réalisent les actes	Budget total autorisé	Financement de la dépense triennale avant date de clôture du programme SARE				Financement de la dépense triennale après date de clôture du programme SARE						
				Objectifs de réalisation en nombre d'actes	Taux de compte des actes	Prévision des dépenses prises en compte pour la répartition d'un acte (en €)	Prévision des dépenses prises en compte pour la répartition d'un acte (en €)	Prévision des dépenses prises en compte pour la répartition d'un acte (en €)	Prévision des dépenses prises en compte pour la répartition d'un acte (en €)					
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Information de premier niveau (information générale)	60 891 €	6 483	8 €	31 704 €	40 %	31 704 €	0 €	0 €	25 952 €	0 €	0 €	75 000 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Conseil personnalisé aux ménages	218 756 €	4 554	50 €	227 700 €	50 %	227 700 €	0 €	0 €	109 378 €	0 €	0 €	109 378 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Conseil personnalisé aux copropriétaires	9 000 €	60	150 €	9 000 €	50 %	9 000 €	0 €	0 €	4 500 €	0 €	0 €	4 500 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	143 200 €	179	800 €	143 200 €	50 %	143 200 €	0 €	0 €	71 600 €	0 €	0 €	71 600 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Accompagnement des ménages et aux SP3 travaux	12 000 €	3	4 000 €	12 000 €	50 %	12 000 €	0 €	0 €	6 000 €	0 €	0 €	6 000 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Accompagnement des ménages et aux SP3 travaux	15 550 €	28	600 €	15 550 €	50 %	15 550 €	0 €	0 €	8 400 €	0 €	0 €	8 400 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Information de premier niveau (information générale)	2 750 €	0	16 €	2 750 €	50 %	2 750 €	0 €	0 €	1 375 €	0 €	0 €	1 375 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Conseil aux entreprises	16 800 €	0	400 €	16 800 €	50 %	16 800 €	0 €	0 €	8 400 €	0 €	0 €	8 400 €
Conseil au porteur territorial, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €) OU Forfait pour les actes A1 à E1 (Coût est 62 €)	Conseil aux entreprises	15 550 €	28	600 €	15 550 €	50 %	15 550 €	0 €	0 €	8 400 €	0 €	0 €	8 400 €

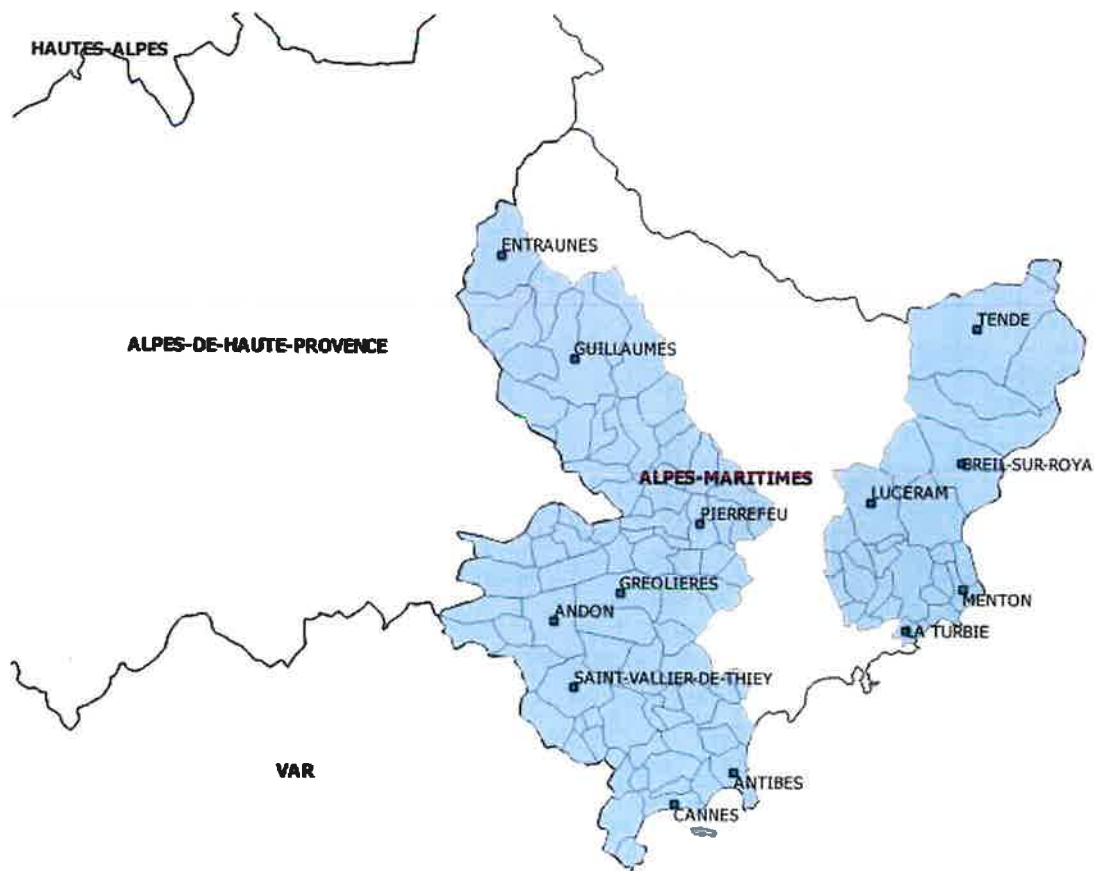
Dynamique de la rénovation	Sensibilisation, Communication, Animation des ménages	CD05 + ADL05	36 321 €				141 284	250 000 €	36 321 €	50%		0 €	0 €	0 €	17 660,00 €
								300 000 €	300 000 €						
	Sensibilisation, Communication, Animation du professionnel privé	CMA	14 128 €				141 284	100 000 €	14 128 €	50%		0 €	0 €	0 €	7 063,00 €
								100 000 €	100 000 €						
	Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux	CD05 + ADL05 + CMA	42 305 €				141 284	300 000 €	42 305 €	50%		0 €	0 €	0 €	21 152,20 €
								200 000 €	200 000 €						
Animation/Portage du programme	Animation / Portage du programme "Santé environnementale"	SAN-ADL05	51 815 €				500 000 €	600 000 €	51 815 €	50%		0 €	0 €	0 €	25 907,50 €
Mesures surchauffe	Prise aux structures de mise en œuvre							8 000 €	16 000 €						16 000 €
	Prise aux équipements							8 000 €	6 400 €						6 400 €
															22 400 €

TOTAL mobilisable (hors mesures surchauffe) 1 416 888 € 403 021 €

TOTAL mobilisable (avec mesures surchauffe) 1 437 988 € 423 421 €

### C) Département des Alpes Maritimes

- **Territoire couvert** : le Département des Alpes Maritimes en dehors de la Métropole Nice Côte d'Azur
- **Population couverte** : 545 311 habitants (INSEE 2017)



- **Actes non déployés** :

Tous les actes seront déployés sur le territoire

- **Montants retenus dans la maquette financière**

Tous les actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE

- **Co-financements**

En dehors des financements du porteur associé, le Département des Alpes Maritimes, des co-financements de la Région et des EPCI seront apportés.



# Plan de financement triennal du Département des Alpes Maritimes

Missions du porteur territorial		Structures qui réalisent les actions	Budget total exécuté
Information, conseil, accompagnement des usagers pour leur accès à l'information et/ou leur accès à la formation globale	Financement de la dépense d'investissement réalisée dans le cadre du programme SAGE		
	à l'unité		
	Objectifs de réalisation en nombre d'actions	Unité de mesure des actions	Population du territoire concerné (habitants)
	Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE		
	à l'unité		
	Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE		
	à l'unité		
	Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE		
	à l'unité		
	Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE		
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			
à l'unité			
Préfinancement des dépenses prises en compte pour le co-financement CCE - SAGE			





## D) Département du Var

- **Territoire couvert** : le Département du Var en dehors de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- **Population couverte** : 623 758 habitants (*INSEE 2017*)



- **Actes non déployés** :
  - Prestation de maîtrise d'œuvre auprès des ménages individuels et copropriétés (A5 et A5 copropriété)
- **Montants retenus dans la maquette financière**

Tous les actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE

- **Co-financements**

En dehors des financements du porteur associé, le Département du Var, des co-financements de la Région et des EPCI seront apportés.

## Plan de financement triennal du Département du Var

Missions du porteur territorial			Statistiques qui permettent de réaliser les actions	Budget total alloué	Financement de la stratégie triennale relatif à la mise en œuvre de la stratégie				Prévisions globales			
					Chiffre d'affaires	Unités de compte des actions	Prévision des dépenses prises en compte dans le budget global (en €)	Population des territoires concernés	Prévision des dépenses prises en compte pour le plan de développement	Prévision totale des dépenses prises en compte pour le plan de développement		
Information, conseil, accompagnement des ménages pour favoriser leur logement	Porteur pour les actions A1 et A2	100 000 €	2	Nombre de ménages	50 000 €	100 000 €	50%	0 €	50 000 €	0 €	50 000 €	
	Porteur pour les actions A1 et A2											
	Information de premier niveau (information géographique)	35 790 €	4 470	Nombre de ménages modestes ou non (au bénéfice de copropriétaires privés) et nombre de ménages de copropriétaires privés	8 €	35 790 €	50%	0 €	35 790 €	0 €	35 790 €	
	Conseil personnalisé aux ménages	317 650 €	8 353	Nombre de ménages de copropriétaires privés	50 €	317 650 €	50%	0 €	317 650 €	0 €	317 650 €	
	Conseil personnalisé aux ménages	25 350 €	180	Nombre de ménages de copropriétaires privés	150 €	25 350 €	50%	0 €	25 350 €	0 €	25 350 €	
	Realisation d'audits énergétiques	23 200 €	176	Nombre de ménages de copropriétaires privés	200 €	23 200 €	50%	0 €	23 200 €	0 €	23 200 €	
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur projet de rénovation globale	68 000 €	17	Nombre de ménages de copropriétaires privés	4 000 €	68 000 €	50%	0 €	68 000 €	0 €	68 000 €	
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur projet de rénovation globale	100 400 €	238	Nombre de ménages de copropriétaires privés	800 €	100 400 €	50%	0 €	100 400 €	0 €	100 400 €	
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur projet de rénovation globale	68 000 €	17	Nombre de ménages de copropriétaires privés	4 000 €	68 000 €	50%	0 €	68 000 €	0 €	68 000 €	
	Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leur projet de rénovation globale	10 800 €	27	Nombre de ménages de copropriétaires privés	400 €	10 800 €	50%	0 €	10 800 €	0 €	10 800 €	
Conseil aux entreprises pour améliorer leurs locaux	Accompagnement des entreprises pour la réalisation de leur projet de rénovation globale	8 000 €	1	Nombre de entreprises de copropriétaires privés	8 000 €	8 000 €	50%	0 €	8 000 €	0 €	8 000 €	
	Realisation de prestations de maîtrise d'œuvre pour les entreprises globales											
Conseil aux entreprises pour améliorer leurs locaux	Information de premier niveau (information géographique)	23 812 €	7	Nombre d'entreprises de copropriétaires privés	18 €	23 812 €	50%	0 €	23 812 €	0 €	23 812 €	
	Conseil aux entreprises pour améliorer leurs locaux	44 000 €	2	Nombre d'entreprises de copropriétaires privés	400 €	44 000 €	50%	0 €	44 000 €	0 €	44 000 €	

Dynamique de la rénovation	Spécialisation, Communication, Animation des milieux	ALEC B1 ET CIP ARENE	155 940 €				623 758	250 000 €	155 940 €	50%		48 152 €	27 604 €	4 219 €	0 €	77 970 €
	Spécialisation, Communication, Animation du pôle tertiaire privé	ALEC B1 ET CIP ARENE	62 374 €				623 758	100 000 €	62 375 80 €	50%		10 456 €	12 881 €	671 €	0 €	31 158 €
Animation/Portage du programme Sud Extrazone	Spécialisation, Communication, Animation des professionnels du secteur public/tertiaire	ALEC B1 ET CIP ARENE	187 127 €				623 758	300 000 €	187 127 €	50%		55 360 €	33 125 €	5 551 €	0 €	53 564 €
Mise en œuvre du programme	Animation/Portage du programme Sud Extrazone		552 443 €						1 056 443 €	50%		120 000 €	72 706 €	5 916 €	0 €	202 722 €
Mise en œuvre du programme	Prise aux études de mise en œuvre							8 000 €	16 000 €							16 000 €
	Prise aux recrutements effectifs en 2021							8 000 €	52 800 €							52 800 €

TOTAL mobilisation (hors mesures surchauffe) 1 508 215 €  
 TOTAL mobilisation (avec mesures surchauffe) 1 524 015 €

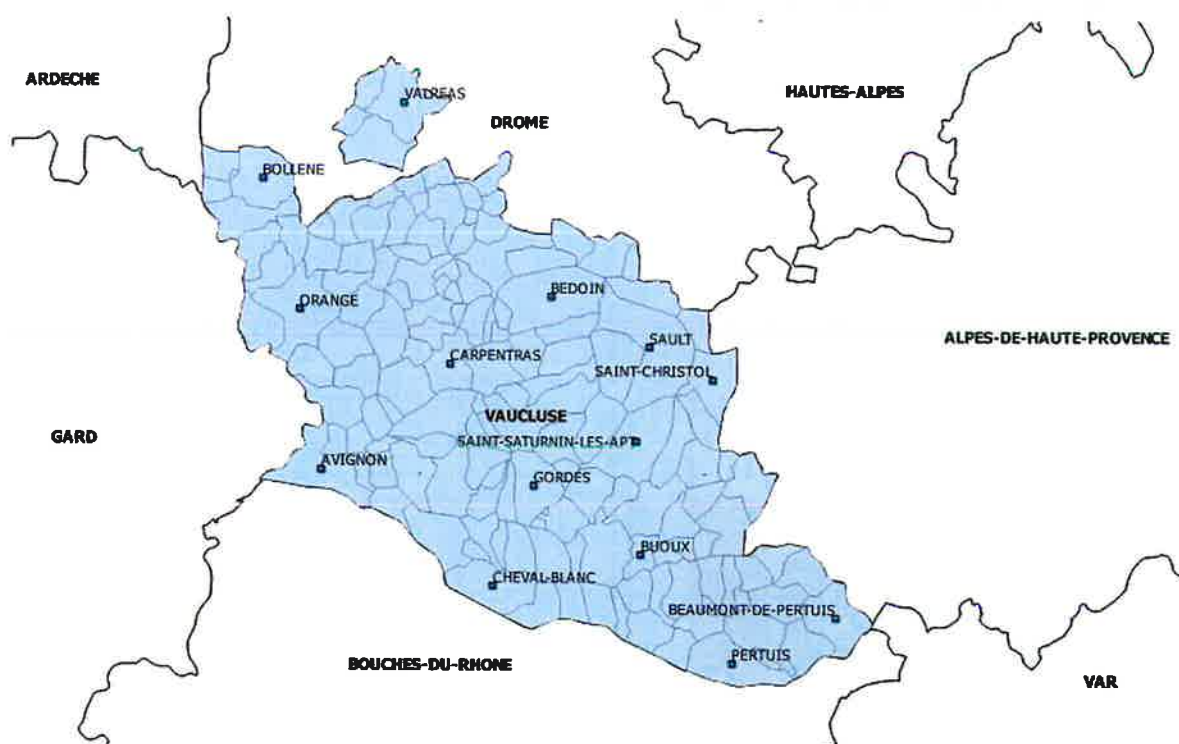
TOTAL mobilisation (hors mesures surchauffe) 2 149 215 €  
 TOTAL mobilisation (avec mesures surchauffe) 2 228 015 €

120 000 € 511 886 € 182 886 € 0 € 184 887 € 653 487 €

08 800 €

## E) Département de Vaucluse

- **Territoire couvert** : tout le Département de Vaucluse
- **Population couverte** : 559 479 habitants (INSEE 2017)



- **Actes non déployés** :
  - Accompagnement des copropriétés et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale (A4bis copropriété)
  - Prestation de maîtrise d'œuvre auprès des ménages individuels et copropriétés (A5 et A5 copropriété)
- **Montants retenus dans la maquette financière**

Tous les actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE

- **Co-financements**

En dehors des financements du porteur associé, le Département de Vaucluse, des co-financements de la Région et des EPCI seront apportés.

## Plan de financement triennal du Département de Vaucluse

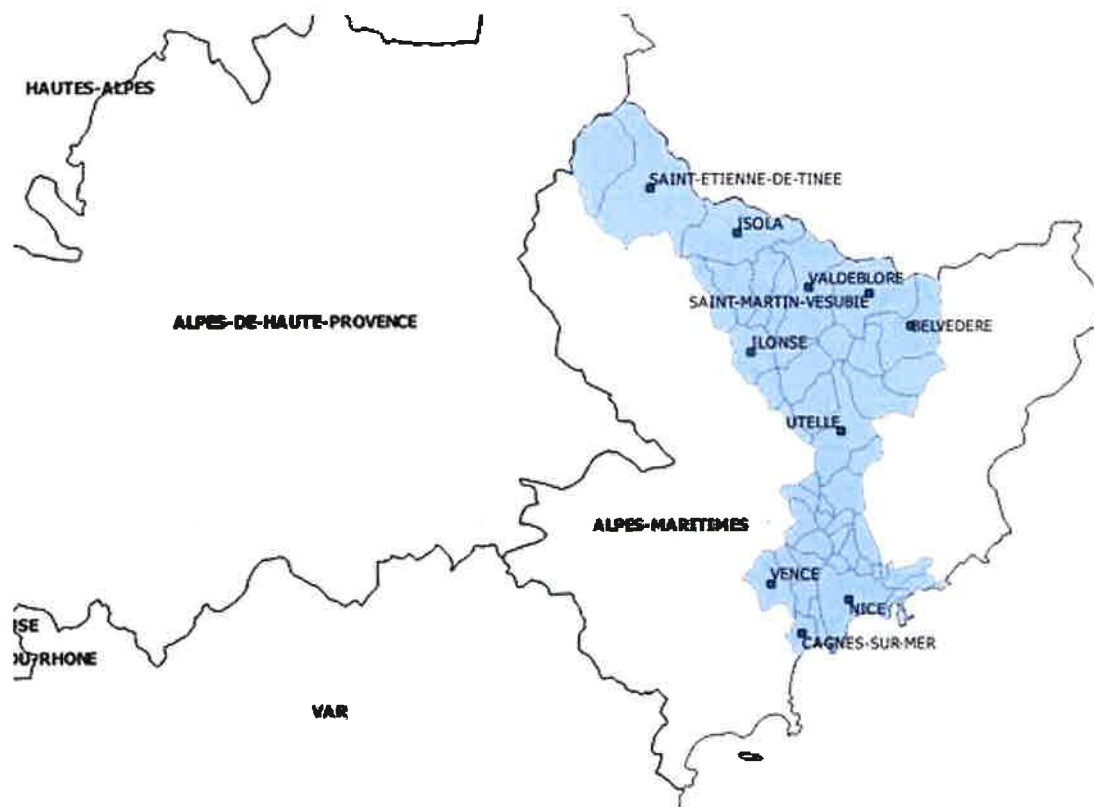
[illegible]



Dynamique de la religion	Sensibilisation, Communication, Animation des ménages	CEDER PARQUAITE	136 870 €				559 479	230 000 €	136 870 €	50%		0 €	0 €	69 935 €	0 €	69 935 €
								300 000 €	300 000 €							
	Sensibilisation, Communication, Animation des petits tertaires (mél)	CEDER PARQUAITE, CNAF	55 944 €				559 479	100 000 €	55 944 €	50%		0 €	5 000 €	22 974 €	0 €	27 974 €
								100 000 €	100 000 €							
Animation/parcours du programme	Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la religion et des acteurs parties prenantes	CEDER PARQUAITE, CNAF	167 844 €				559 479	300 000 €	167 844 €	50%		0 €	5 000 €	78 022 €	0 €	83 022 €
								200 000 €	200 000 €							
												0 €	10 000 €	17 831 €	0 €	18 831 €
												130 000 €	0 €	0 €	0 €	130 000 €
Mesures surchauffe	Prise aux structures de l'Etat en danger							8 000 €	16 000 €							16 000 €
	Prise aux mouvements affectifs (1 000)							8 000 €	88 000 €							88 000 €
																104 000 €
TOTAL mobilisé (hors mesures surchauffe)												120 000 €	240 888 €	1 128 876 €	0 €	1 489 764 €
TOTAL mobilisable (avec mesures surchauffe)												120 000 €	240 888 €	1 128 876 €	0 €	1 890 764 €

## F) Métropole Nice Côte d'Azur

- **Territoire couvert** : toute la Métropole Nice Côte d'Azur
- **Population couverte** : 537 999 habitants (*INSEE 2017*)



- **Actes non déployés** :
  - Audits énergétiques pour les ménages individuels (A3)
  - Accompagnement des ménages individuels pour la réalisation de leurs travaux (A4)
  - Accompagnement des ménages individuels et copropriétés dans l'avancement de leur chantier (A4bis et A4bis copropriété)
  - Prestation de maîtrise d'œuvre auprès des ménages individuels et copropriétés (A5 et A5 copropriété)
- **Montants retenus dans la maquette financière**

Dans la maquette initiale :

- La sensibilisation, communication, animation des ménages, estimé à 134 500€ selon la population dans le cadre du SARE soit 250 000€/1Mhbt, a été estimé à 80 000€ soit 148 699€/1Mhbt

- La sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux, estimé à 161 400€ selon la population dans le cadre du SARE soit 300 000€/1Mhbt, a été estimé à 60 000€ soit 111 524€/1Mhbt

Dans la nouvelle maquette :

- La sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux, est complété de 60 422€ grâce au forfait supplémentaire proposé.

Tous les autres actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE

- **Co-financements**

En dehors des financements du porteur associé, la Métropole Nice Côte d’Azur, un co-financement de la Région sera apporté.



## Plan de financement triennal de la Métropole Nice Côte d'Azur

Intitulés du porteur territorial		Structures qui réalisent les actions	Budget total estimé
Information, conseil, accompagnement des ménages pour leur logement	Porteur pour les actions A1 et A2	Forfait au choix du P.A.	
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	120 120 €
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	28 800 €
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	12 800 €
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	135 000 €
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	4 000 €
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	240 000 €
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	18 000 €
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	80 000 €
Conseil au petit terrain privé pour rénover leur locaux	Porteur pour les actions A1 et A2	Forfait au choix du P.A.	
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	50 000 €
Conseil aux entreprises	Porteur pour les actions A1 et A2	Forfait au choix du P.A.	
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	
	Porteur pour les actions A1 et A2	OU	175 200 €

Préfinancement de la dépense annuelle écartant dans le cadre du programme SARE à 143M				Préfinancement global	
Objectifs de réalisation en nombre d'actions	Unité de compte des actions réalisées d'un an (en €)	Population du territoire couvert	Préfinancement des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un an (en €)	Préfinancement des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un an (en €)	Préfinancement global
537 000	120 120 €	50%	64 560 €	64 560 €	64 560 €
3 600	28 800 €	50%	14 400 €	14 400 €	14 400 €
257	12 800 €	50%	6 400 €	6 400 €	6 400 €
900	135 000 €	50%	67 500 €	67 500 €	67 500 €
20	4 000 €	50%	2 000 €	2 000 €	2 000 €
90	240 000 €	50%	120 000 €	120 000 €	120 000 €
20	18 000 €	50%	9 000 €	9 000 €	9 000 €
20	80 000 €	50%	40 000 €	40 000 €	40 000 €
20	8 000 €	50%	4 000 €	4 000 €	4 000 €
20	160 000 €	50%	80 000 €	80 000 €	80 000 €
188	50 000 €	50%	25 000 €	25 000 €	25 000 €
940	175 200 €	50%	87 600 €	87 600 €	87 600 €
270	223 200 €	50%	111 600 €	111 600 €	111 600 €

Préfinancement de la dépense annuelle écartant dans le cadre du programme SARE à 143M				Préfinancement global	
Objectifs de réalisation en nombre d'actions	Unité de compte des actions réalisées d'un an (en €)	Population du territoire couvert	Préfinancement des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un an (en €)	Préfinancement des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un an (en €)	Préfinancement global
537 000	120 120 €	50%	64 560 €	64 560 €	64 560 €
3 600	28 800 €	50%	14 400 €	14 400 €	14 400 €
257	12 800 €	50%	6 400 €	6 400 €	6 400 €
900	135 000 €	50%	67 500 €	67 500 €	67 500 €
20	4 000 €	50%	2 000 €	2 000 €	2 000 €
90	240 000 €	50%	120 000 €	120 000 €	120 000 €
20	18 000 €	50%	9 000 €	9 000 €	9 000 €
20	80 000 €	50%	40 000 €	40 000 €	40 000 €
20	8 000 €	50%	4 000 €	4 000 €	4 000 €
20	160 000 €	50%	80 000 €	80 000 €	80 000 €
188	50 000 €	50%	25 000 €	25 000 €	25 000 €
940	175 200 €	50%	87 600 €	87 600 €	87 600 €
270	223 200 €	50%	111 600 €	111 600 €	111 600 €

[illegible]

## G) Métropole Aix Marseille Provence

- **Territoire couvert** : toute la métropole Aix Marseille Provence
- **Population couverte** : 1 878 061 habitants (INSEE 2017)



- **Actes non déployés** :
  - Audits énergétiques auprès des ménages individuels et copropriétés (A3 et A3 copropriété)
  - Prestation de maîtrise d'œuvre auprès des ménages individuels et copropriétés (A5 et A5 copropriété)

- **Montants retenus dans la maquette financière**

Tous les actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE.

- **Co-financements**

En dehors des financements du porteur associé, la Métropole Aix Marseille Provence, des co-financements de la Région et du Département des Bouches du Rhône seront apportés.

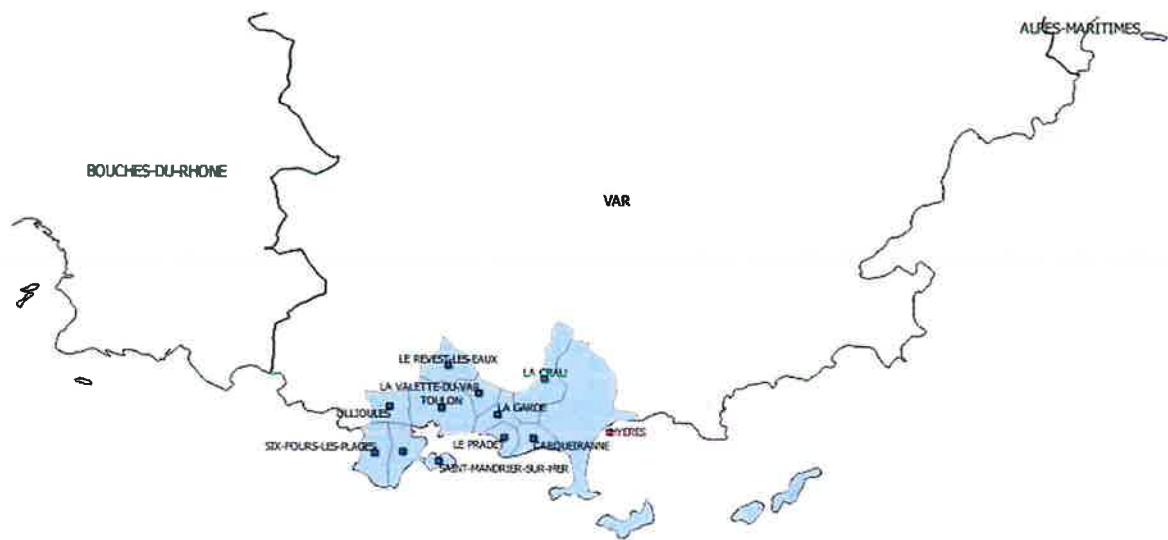
## Plan de financement triennal de la Métropole Aix Marseille Provence

[illegible]

Dynamique de la réinsertion	Sensibilisation, Communication, Animation des ménages	469 515 €				1 879 081	262 000 €	469 515 €	50%		0 €	80 000 €	174 738 €	0 €	224 738 €
		300 000 €					300 000 €	300 000 €	50%		0 €	0 €	150 000 €	0 €	150 000 €
	Sensibilisation, Communication, Animation du 1er degré privé	187 806 €				1 879 081	100 000 €	187 806 €	50%		0 €	0 €	93 903 €	0 €	93 903 €
		100 000 €					100 000 €	100 000 €	50%		0 €	0 €	50 000 €	0 €	50 000 €
	Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la formation et des acteurs publics locaux	553 418 €				1 879 081	300 000 €	553 418 €	50%		0 €	30 000 €	281 709 €	0 €	281 709 €
Animation / Portage du programme		262 000 €					262 000 €	262 000 €	50%		0 €	0 €	130 000 €	0 €	130 000 €
	Animation / Portage du programme / Suivi / Repense /	240 000 €					240 000 €	240 000 €	50%		0 €	0 €	120 000 €	0 €	120 000 €
Mesures surcoûtées	Perte aux structures de mise en œuvre														
	Perte aux recrutements effectués en 2021														
TOTAL mobilisé (hors mesures surcoûtées)											129 000 €	510 250 €	2 189 431 €	0 €	2 827 671 €
TOTAL mobilisable (avec mesures surcoûtées)															2 916 671 €

## H) Métropole Toulon Provence Méditerranée

- **Territoire couvert** : toute la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- **Population couverte** : 434 982 habitants (*INSEE 2017*)



- **Actes non déployés** :
  - Prestation de maîtrise d'œuvre auprès des ménages individuels et copropriétés (A5 et A5 copropriété)
- **Montants retenus dans la maquette financière**

Dans la maquette initiale :

- L'accompagnement des ménages individuels, estimé à 800€ par acte dans le cadre du SARE, a été estimé à 400€
- La sensibilisation, communication, animation des ménages, estimé à 108 746€ selon la population dans le cadre du SARE soit 250 000€/1Mhbt, a été estimé à 100 000€ soit 229 895€/1Mhbt

Tous les autres actes réalisés respectent les montants plafonds des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE.

Dans la nouvelle maquette, l'accompagnement des ménages individuels respecte le plafond des dépenses pris en compte dans le cadre du SARE.



# Plan de financement triennal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Plan de Financement Global Montants triennaux par																
Missions du porteur territorial	Structures qui réalisent les actes	Budget total estimé	Financement de la dépenses triennales entrant dans le cadre du programme SAGE au forfait				Plan de financement global				Région	Département	Poncteur associé, la Métropole Toulon Provence Méditerranée	Autres financements	Aide maximale possible par le programme CEE	
			Objectifs de réalisation en nombre d'actes	Usages de compétences avec l'Etat (en €)	Plafond des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un acte (en €)	Population du territoire couvert par l'acte (en €)	Plafond des dépenses prises en compte pour le co-financement CEE - SAGE	Plafond respecté ?								
Information, conseil, accompagnement des ménages pour leur logement	Forfait aux actes A1 à A4 Cote et A2 à A4	30 000 €	1	Forfait au forfait de PA :	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50%	0 €	0 €	25 000 €	0 €	25 000 €	0 €	25 000 €
	Forfait aux actes A1 à A4 Cote et A2 à A4			OU												
	Information de premier niveau (information générale)	80 000 €	10 000	Nombre de ménages (modèles de non ou syndicat de copropriétaires) en matière de :	3 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	50%	0 €	0 €	40 000 €	0 €	40 000 €	0 €	40 000 €
	Conseil personnalisé aux ménages	170 400 €	5 388	Nombre de :	50 €	170 400 €	170 400 €	170 400 €	50%	0 €	0 €	80 700 €	0 €	80 700 €	0 €	80 700 €
	Conseil personnalisé aux copropriétaires	45 000 €	500	Nombre de syndicats ou copropriétaires concernés en matière de :	150 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €	50%	0 €	0 €	22 500 €	0 €	22 500 €	0 €	22 500 €
	Réalisation d'actes d'accompagnement	153 600 €	768	Nombre de bénéficiaires par acte :	200 €	153 600 €	153 600 €	153 600 €	50%	0 €	0 €	76 800 €	0 €	76 800 €	0 €	76 800 €
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur dossier de demande de logement	124 000 €	31	Nombre de syndicats ou copropriétaires concernés par la réalisation de leur dossier :	4 000 €	124 000 €	124 000 €	124 000 €	50%	0 €	0 €	62 000 €	0 €	62 000 €	0 €	62 000 €
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur dossier de demande de logement	572 500 €	540	Nombre de ménages en M (copropriétaires ou lauréats) :	800 €	572 500 €	572 500 €	572 500 €	50%	0 €	0 €	338 000 €	0 €	338 000 €	0 €	338 000 €
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur dossier de demande de logement	124 500 €	31	Nombre de syndicats ou copropriétaires concernés par la réalisation de leur dossier :	4 000 €	124 500 €	124 500 €	124 500 €	50%	0 €	0 €	62 250 €	0 €	62 250 €	0 €	62 250 €
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leur dossier de demande de logement	253 500 €	534	Nombre de ménages en M (copropriétaires ou lauréats) :	400 €	253 500 €	253 500 €	253 500 €	50%	0 €	0 €	126 750 €	0 €	126 750 €	0 €	126 750 €
Conseil au petit territoire privé pour émettre leurs locaux	Réalisation de prestations de conseil de premier niveau pour les propriétaires privés	200 000 €	25	Nombre de syndicats ou copropriétaires concernés par la réalisation de leur dossier de demande de logement :	8 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	50%	0 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €
Total SAGE			46	Montant des dépenses en matière de :	15 €	690 000 €	690 000 €	690 000 €	50%	0 €	0 €	345 000 €	0 €	345 000 €	0 €	345 000 €
Conseil au petit territoire privé pour émettre leurs locaux	Information de premier niveau (information générale)	0 530 €	176	Montant des dépenses en matière de :	50 €	8 800 €	8 800 €	8 800 €	50%	0 €	0 €	4 400 €	0 €	4 400 €	0 €	4 400 €
	Conseil personnalisé aux ménages	110 400 €	18	Montant des dépenses en matière de :	400 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €	50%	0 €	0 €	3 600 €	0 €	3 600 €	0 €	3 600 €
Total SAGE			128	Montant des dépenses en matière de :	600 €	128 000 €	128 000 €	128 000 €	50%	0 €	0 €	64 000 €	0 €	64 000 €	0 €	64 000 €

Dynamique de la rénovation	Sensibilisation, Communication, Animation des médias	100 000 €				434 082	250 000 €	108 748 €	50 %		0 €	20 000 €	0 €	50 000 €
							300 000 €	300 000 €						
	Sensibilisation, Communication, Animation du milieu scolaire privé	43 408 €				434 082	100 000 €	43 408 €	50 %		0 €	11 749 €	0 €	21 749 €
							100 000 €	100 000 €						
Animation/Partage du programme	Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux	130 455 €				434 082	300 000 €	130 455 €	50 %		0 €	50 248 €	0 €	65 247 €
							200 000 €	200 000 €						
TOTAL		273 803 €				868 164		582 238 €			0 €	80 247 €	0 €	135 296 €
Animation/Partage du programme		140 000 €						140 000 €	50 %		0 €	0 €	0 €	70 000 €
Mesures surchauffe	Prise aux structures de mise en œuvre						8 000 €	8 000 €						8 000 €
	Prise aux recrutements						8 000 €	8 000 €						8 000 €
TOTAL		2 424 803 €						3 632 338 €			0 €	1 082 297 €	0 €	1 212 296 €
TOTAL		2 448 803 €						3 648 338 €						1 238 296 €
TOTAL mobilisable (hors mesures surchauffe)														
TOTAL mobilisable (avec mesures surchauffe)														



## Modification de l'annexe 5 : outils informatiques du programme SARE

Le tableau de l'annexe 5 est remplacé par le tableau suivant :

Application SI	Objet	Mission	Développement SARE / hors SARE	Maîtrise d'ouvrage	Démarrage du service	Fin du service	Qui utilise l'application ?	Responsabilités des utilisateurs
SARénov'	CRM des structures de mise en œuvre du programme SARE	Recueille les contacts des structures de mise en œuvre du programme SARE pour l'ensemble des actes métiers ménage et petit tertiaire privé	SARE	ADEME	2021		Utilisation possible par les structures de mise en œuvre du programme SARE	Saisie des actions financées par le programme SARE
	Outil métier des conseillers dans le cadre du programme SARE	Outille les conseillers et acteurs du programme pour réaliser l'ensemble des missions du SARE					Utilisation possible par les structures prestataires en relation avec le programme SARE	Saisie des actions financées par le programme SARE
	Outil central de remontée d'informations et de calcul des indicateurs du programme SARE	Recueille les données du programme SARE nécessaires au calcul des indicateurs et à la facilitation du parcours des acteurs					Porteurs associés du programme SARE ADEME - Porteur pilote du programme SARE	Consultation Consultation Maintenance application
TBS	Tableau de bord du programme SARE	Restitue les indicateurs du programme SARE calculés à partir des données de SARénov' ou des autres outils utilisés par les territoires	SARE	ADEME	2020		Structures de mise en œuvre du programme SARE	Consultation des indicateurs du programme SARE de la structure
							Porteurs associés du programme SARE	Consultation des indicateurs du programme SARE de l'ensemble des structures du territoire
							ADEME - Porteur pilote du programme SARE	Consultation des indicateurs du programme SARE à l'échelon national
							Cofinanceurs publics du programme SARE	Maintenance application Consultation des indicateurs du



	rénovation énergétiques	Base de données des aides à la rénovation énergétique					Porteurs associés du programme SARE	Coordonne la mise à jour des aides territoriales par les structures de mise en œuvre pour s'assurer de la mise à jour de l'outil.
							ADEME - Porteur pilote du programme SARE	Saisie et mise à jour des aides dans l'application Maintenance application
	Site Internet France Rénov'	Information sur la rénovation énergétique Annuaire des Espaces Conseil France Rénov' apportant l'information de premier niveau (acte A1 du programme SARE) Annuaire des professionnels RGE	Hors SARE	ADEME	2018	-	ADEME	Maintenance application
	Questionnaires "qualité" du dispositif	Questionnaires en ligne d'évaluation des services apportés financés dans le cadre de SARE	SARE	ADEME	2021	-	Structures de mise en œuvre du programme SARE Porteurs associés du programme SARE ADEME - Porteur pilote du programme SARE Cofinanceurs publics du programme SARE	Consultation Consultation et co-construction. Création et administration des questionnaires Consultation

Fait à Paris, le

<b>Agnès PANNIER-RUNACHER</b> Ministre de la Transition Energétique <i>Et par délégation, Olivier DAVID (Chef de Service Climat et de l'Efficacité Energétique)</i>	<b>Boris RAVIGNON,</b> Président du Conseil d'Administration de l'Agence de la Transition écologique (ADEME)
<b>Renaud MUSELIER</b> Président du Conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur	<b>Eliane BARREILLE</b> Présidente du Conseil départemental des Alpes de Haute Provence
<b>Jean-Marie BERNARD</b> Président du Conseil départemental des Hautes Alpes	<b>Charles Ange GINESY</b> Président du Conseil départemental des Alpes Maritimes
<b>Jean-Louis MASSON</b> Président du Conseil départemental du Var	<b>Dominique SANTONI</b> Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

<p><b>Christian ESTROSI</b></p> <p>Président de la Métropole Nice Côte d'Azur</p>	<p><b>Martine VASSAL</b></p> <p>Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence</p>
<p><b>Jean-Pierre GIRAN</b></p> <p>Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée</p>	

<p><b>ESSO S.A.F.</b></p> <p>Représentée par Laurent FISCHER, Chef du service CEE</p>	<p><b>DISTRIDYN</b></p> <p>Représentée par Alfred SOTO, Directeur Général</p>
<p><b>ARMORINE</b></p> <p>Représentée par François MARTINAT, Président</p>	

